

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 11/12/2023
Reçu en préfecture le 11/12/2023
Publié le
ID : 030-213000409-20231206-0612233-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU 6 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le six décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 7

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 01/12/2023

Présents : Marc WELLER, Vincent LHOMME, André BARRAL, Florent STEINMETZ, Michel GRAZIOLI, Merel VAN DER BLIEK, Caroline SERRES.

Absents : Fabrice GATY, Valentin ROBA.

A été nommé secrétaire de séance : Vincent LHOMME.

OBJET : Désignation d'un coordonnateur communal -Recensement de la population 2024.

Le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de désigner un coordonnateur d'enquête afin de réaliser les opérations du recensement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu le tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 06/12/2023 ;

Sur le rapport du Maire, après en avoir délibéré :

Le Conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents,

De désigner, Vincent LHOMME, adjoint de la commune, comme coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement 2024.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr